



LES DROITS DE L'HOMME
DANS LE MONDE

LES DROITS DE L'HOMME EN CHINE

N°139

JUILLET 2021

Du groupuscule révolutionnaire au rêve d'hégémonie mondiale

Le parti communiste chinois fête les cent ans de son premier congrès fondateur (1-23 juillet 2021). Son président chef d'Etat affirme « *l'irrésistible essor* » du pays. Le P.C.C. se présente toujours devant l'étranger et devant son propre peuple comme « *le détachement d'avant-garde de la classe ouvrière chinoise* », en même temps qu'il revendique d'être à la tête d'une Chine porteuse d'une culture ininterrompue de cinq mille ans, sans égale dans le monde. Il promet, pour le centenaire du régime en 2049, « *un grand pays socialiste moderne dans tous les domaines* ». Il répète son engagement inébranlable sur la question de Taïwan. Toute force extérieure qui chercherait à « *brutaliser la Chine, à l'opprimer ou à la soumettre subirait une défaite cuisante* ».

Le parcours est évidemment impressionnant de ce groupuscule de cinquante-sept membres, qui envoie en 1921 treize délégués logés dans un lycée de filles de la concession française fermé pendant l'été. L'internationale communiste qui vient de tenir

son troisième congrès début juillet à Moscou envoie un représentant. Le mouvement a le vent en poupe : les bolcheviks ont pris le pouvoir en Russie moins de quatre ans plus tôt ; l'effondrement des empires suite à la boucherie de la guerre mondiale laisse espérer une large redistribution des cartes ; la Chine est en plein bouleversement : la République a été proclamée le 1 janvier 1912 ; le 4 mai 1919, les étudiants manifestent contre les prétentions japonaises sur la province du Shandong, contre le poids des traditions et le confucianisme et pour l'usage officiel du langage du peuple. C'est l'émergence d'une nouvelle conscience patriotique. À Moscou, Lénine et Trotski attendent du nouveau parti chinois qu'il contribue au chamboulement des équilibres mondiaux.

Depuis, la population a plus que triplé, passant de 400 millions environ en 1920 à 1.400 millions en 2021 et le Parti, avec ses 94 millions de membres, dirige le pays sans

Ligue
des droits de
l'Homme
FONDÉE EN 1898

partage. Le P.C.C. a mis vingt-huit ans à conquérir le pouvoir et l'exerce depuis soixante-douze ans. Mais la question se pose de sa légitimité. Qu'un groupe parvienne au pouvoir à l'occasion d'un coup d'État, d'une guerre civile ou d'un conflit mondial n'a rien de surprenant ; c'est probablement même le cas le plus fréquent. Mais la norme, c'est que cette victoire soit ratifiée, justifiée et consolidée par une consultation populaire libre. Or il n'en est pas question et il n'en sera jamais question. Le Parti prétend n'en avoir pas besoin puisqu'il est largement soutenu par le peuple. Mais comment le sait-il puisqu'il ne le consulte pas ? Et pourquoi donc, s'il est certain de son soutien, ne le consulte-t-il pas ?

Il est significatif, qu'à Hongkong, la première mesure prise pour s'emparer du pouvoir en 2020, contre une opinion qui exigeait autonomie et respect des libertés, fut le report sur deux ans (ou sine die) des élections au Conseil législatif sous le faux prétexte de crise sanitaire. En définitive, la seule légitimité dont puisse se prévaloir le régime lui vient de l'extérieur, des reconnaissances diplomatiques et de son admission dans les organisations internationales. Dans vingt-huit ans, si le régime peut fêter son centenaire, il aura battu un record dans l'histoire contemporaine, celui d'un siècle de pouvoir autoproclamé et sans consultation populaire.

Quatre formules schématisent en quatre périodes le retournement de situation au cours du siècle écoulé.

• **Seul le socialisme peut sauver la Chine**

Première période, de la fondation du parti à la mort de Staline. Le P.C.C. suit une ligne dure liée à la paysannerie dans la conquête et dans l'exercice du pouvoir.

• **Seule la Chine peut sauver le socialisme**

Deuxième période : de la polémique avec l'U.R.S.S. jusqu'à la mort de Mao Zedong, affrontement idéologique avec Moscou sous couvert d'une dispute Yougoslavie-Albanie, et guerre sino-soviétique (1969).

• **Seul le capitalisme peut sauver la Chine**

Troisième période : de la prise de pouvoir de Deng Xiaoping (1976-1978) jusqu'à l'adhésion de la Chine à l'O.M.C. (2001)

• **Seule la Chine peut sauver le capitalisme**

Quatrième période : de l'accession de la Chine à la deuxième place économique mondiale jusqu'à aujourd'hui. Les pays occidentaux comptent en partie sur la reprise économique et l'élargissement du marché intérieur chinois pour consolider leur propre croissance.

En 1921, pour les fondateurs du Parti dont le jeune délégué du Hunan Mao Zedong, le communisme était l'avenir du monde ; il avait vocation à prendre partout le pouvoir et à construire des sociétés égalitaires, sans exploitation ni exploiteurs. Cent ans plus tard, selon le rapport Hurun de mars dernier, la Chine compte 1.058 milliardaires en dollars contre

« seulement » 696 aux États-Unis ; à l'échelle mondiale, six des dix agglomérations comptant le plus grand nombre de ces milliardaires sont chinoises, Beijing et Shanghai venant en tête devant New-York.

La troisième internationale comptait sur les soulèvements des peuples. L'Asie y tenait une large place, avec l'Inde qu'on croyait prête à la révolution mais aussi avec les autres pays soumis aux colonisations étrangères comme la Chine et l'Indochine. L'impérialisme étant le stade suprême du capitalisme qu'il s'agissait d'abattre, il n'était point question de compromis qui affaibliraient la combativité des révolutionnaires.

Aujourd'hui, dans sa quête de puissance internationale, la Chine trouve avantage à resserrer ses liens avec les capitales du Tiers Monde, où gouvernent le plus souvent des régimes aux pratiques antidémocratiques affirmées et aux contacts faciles : ils ne lui posent pas de questions gênantes en matière de droits de l'Homme, de corruption ou de répression des oppositions. Chacun évite les sujets fâcheux et recherche le donnant-donnant dans la complaisance réciproque : aucune « ingérence dans les affaires intérieures ». L'État-Parti trouve en outre avantage à discuter avec des partenaires dont les populations représentent un ou deux centièmes de la sienne mais dont la voix aux Nations unies pèse autant que celles des grands pays développés.

Cette logique nouvelle explique des préférences diplomatiques qui auraient hérissé dans l'entre-deux-guerres les maquisards de la conquête du pouvoir : plutôt Pinochet qu'Allende en 1973, plutôt Poutine et Loukachenko aujourd'hui que Navalny ou Tikhanovskaïa, plutôt Bachar el-Hassad, Moubarak ou Ben Ali que les animateurs du printemps arabe en 2011. Car la Chine, elle aussi, s'est effrayée de ce renouveau d'exigence démocratique qu'exprimaient de jeunes Chinois qui piquaient une fleur de jasmin à leur boutonnière, en hommage à la révolution du même nom. D'une manière encore plus frappante et pour marquer sa différence avec l'institution du Nobel, qui avait décerné son prix de la Paix au démocrate Liu Xiaobo, Beijing avait imaginé en 2010 de créer un prix Confucius de la Paix chinois ; il l'accorda en 2011 à Poutine et en 2015 au dictateur du Zimbabwe Robert Mugabé (qui ouvertement déclarait son admiration pour Hitler).

La logique de cette diplomatie est simple : plus un gouvernement est décrié par l'opinion publique internationale, plus il apprécie qu'un État puissant lui apporte un soutien inespéré. La diplomatie chinoise n'a donc rien à faire des droits de l'Homme qui la gêneraient. C'est aussi pourquoi Beijing ne trouve qu'avantage aujourd'hui à nouer des liens commerciaux et diplomatiques stables avec le régime militaire birman, après le coup d'État de février. Il sait qu'on lui en saura gré.

Des performances économiques et sociales moins brillantes qu'on ne croit

Beaucoup créditent la Chine d'un extraordinaire essor économique. Cette croissance est doublement utilisée sur le plan politique : pour certains, elle justifie la restriction des libertés (c'est le prix à payer, un mal inévitable) ; pour d'autres, c'est la restriction même des libertés qui est bénéfique, un bien qui manque aux pagailleux pays démocratiques. Mais les chiffres sont là, les chiffres officiels, et ils ne montrent pas les merveilles d'une Chine parvenue à une aisance embourgeoisée. Rappelons-les, puisque les erreurs sont tenaces et faussent l'image qu'on se fait du monde.

Nul ne conteste la grande misère qui accablait les campagnes chinoises, il y a un siècle. Nul non plus ne conteste la puissance économique actuelle du pays. Mais la puissance n'est pas la richesse : elle est le fait du pays le plus peuplé de la terre et se répartit sur près d'un milliard et demi d'individus. Selon le dernier recensement, la population chinoise représente en 2020 18,7% des habitants du monde et la production nationale (14.490 milliards \$), 17,1% – donc un peu moins – d'un P.I.B. mondial de 84.740 milliards de dollars (2021). Ce simple rapport de pourcentage suffit à montrer que les performances économiques de la Chine sont globalement moyennes, sans plus, même si le pays dispose de secteurs de pointe dans la conquête spatiale, dans l'intelligence artificielle et le contrôle social ou encore dans l'armement.

Encore ce rang moyen doit-il s'apprécier en tenant compte des inégalités extrêmes de revenus et de fortune : 0,4% de la population détenant 70% de la richesse nationale. En fin de compte, la Chine est quasiment un résumé du monde entier : quelques équivalents rutilants de Broadway ou des Champs-Élysées coexistent avec des paysanneries aussi démunies que celles du Bangladesh ou de l'Asie centrale. Les diplomates chinois rangent eux-mêmes leur territoire dans la catégorie Pays en voie de développement, et ils ont raison d'adopter cette classification modeste, même s'ils précisent qu'il s'agit du « *plus grand pays en développement du monde* ».

Quant au système social, il y a encore plus à dire et à redire. Le régime se présente

aujourd'hui comme un « socialisme à caractéristiques chinoises ». C'est jouer sur les mots. Une bonne partie du large secteur public constitué dans les premières décennies du régime a été depuis quarante ans privatisé et réparti entre les grandes familles de l'appareil du parti, ce que certains de ces nouveaux patrons au courant de la terminologie marxiste osaient décrire crûment comme une phase de **l'accumulation primitive**, laquelle est issue « des entrailles de l'ordre économique féodal » et relève de « l'âge préhistorique du monde bourgeois ». Les faits importent plus que ces termes de Marx et, en tout cas, le droit du travail et le droit social sont en Chine d'application plutôt rudimentaire.

Bien qu'il s'agisse d'une obligation légale, 9,5% seulement des ouvriers migrants¹ auraient un contrat de travail ; ces documents, s'ils existent, n'ont qu'une valeur contraignante limitée (paiements de salaires avec retard, dépassements d'horaires non payés, congés non pris, absence de comité d'hygiène et de sécurité, maladies professionnelles², galeries minières dangereuses, etc.) ; à quoi s'ajoutent l'absence de liberté syndicale et la disparition en 1982 du droit de grève que reconnaissaient les constitutions de 1975 et 1978. La fédération des syndicats n'organise pas de grèves : son rôle est de les prévenir.

Hormis le droit du travail, la couverture sociale – toute socialiste qu'on la suppose – est évidemment bien inférieure à ce qui prévaut dans « l'enfer capitaliste ». Le réseau scolaire du monde rural est insuffisant ; la gratuité scolaire n'existe pas dans le secondaire ; l'accès à l'enseignement universitaire est d'un coût prohibitif pour les couches non fortunées. Le système de santé, lui aussi, est coûteux et, comme dans bien des pays du Tiers Monde, il est fréquent de devoir « graisser la patte » du personnel en place. C'est d'ailleurs pour partie le montant élevé des frais d'éducation des enfants qui explique le faible taux de fécondité féminine (de 1,18 à 1,6 enfant par femme) – qui n'assure pas le renouvellement de la population (il faudrait 2,1) – et qui justifie le refus d'un troisième enfant³.

1. Les familles de cette main d'œuvre, issue des zones rurales et partie chercher du travail en ville, représentent quelque trois cents millions d'individus. Faut de certificat de résidence locale, elles n'ont pas accès à nombre de droits reconnus à la population urbaine stable (par exemple en matière d'accès au logement ou au système scolaire)

2. Une enquête de 2018 estimait à six millions le nombre de mineurs atteints de silicose.

3. Données liées au dernier recensement de la population 2020 qui a été publié le 11 mai 2021. La diminution amorcée de la population active met en danger le financement de régimes de retraite peu généreux et accroît le reste à charge des actifs. Ils doivent en effet subvenir aux besoins de parents âgés plus nombreux qu'eux, car la politique de l'enfant unique a inversé la pyramide des âges.

L'emprise sur les Nations Unies : "l'expertise" en matière de droits de l'Homme

Il y a cent ans, le principal souci extérieur des fondateurs du Parti, c'étaient les prétentions japonaises sur les provinces du Nord-Est, qui se concrétiseront en 1931-1932 par la constitution de l'empire fantoche de Mandchourie et, aux yeux des Chinois, par le début de la Seconde guerre mondiale. La Société des Nations, ancêtre de l'O.N.U., n'avait rien fait ou rien pu faire. Un siècle plus tard, les rapports de force se sont inversés ; la Chine s'est assuré sur l'Organisation des Nations unies une emprise si solide qu'elle peut en modifier l'action à son avantage.

Quatre des quinze agences de l'O.N.U. ont des Chinois à leur tête : la F.A.O. (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), l'ONUDI (Organisation pour le développement industriel), l'U.I.T. (Union internationale des Télécommunications), l'O.A.C.I. (Organisation de l'aviation civile). Aucun pays n'est aussi fortement représenté. Autre record, celui des directeurs généraux adjoints : la Chine y occupe sept postes.

Il faut signaler un inquiétant tour de force : comme sinistre blague du premier avril 2020, la Chine a intégré le groupe consultatif du Conseil des droits de l'Homme, instance de cinq personnes chargées de choisir les examinateurs, notamment en ce qui concerne la surveillance en matière de liberté d'expression, de santé, de disparition forcée et de détention arbitraire. Tous domaines sur lesquels les dossiers à charge contre la Chine l'emportent soit par leur nombre, soit par leur gravité.

Le 13 octobre 2020, l'Assemblée générale de l'O.N.U. a réélu la Chine pour trois ans au Conseil des droits de l'Homme des Nations unies malgré le tintamarre sur la répression au Xinjiang et la mise au pas de Hongkong et en déni complet de la répression ordinaire qui frappe l'ensemble de la population chinoise. Beijing y a vu bien sûr un encouragement à poursuivre dans son refus des procédures démocratiques et son rejet des libertés individuelles. Il serait difficile de trouver plus d'insolence et de mauvaise foi affichées que dans le commentaire du ministère des Affaires étrangères, immédiatement après le vote : « *Cela prouve la pleine reconnaissance par la communauté internationale du développement et des progrès en matière de droits de l'Homme en Chine et la participation de la Chine à la*

gouvernance mondiale de droits de l'Homme ».

On peut se demander d'ailleurs ce qui est le plus affligeant : que le parti communiste chinois saute aisément tous les obstacles dans sa volonté de puissance ou que les Nations unies se discréditent en n'ayant ni les moyens ni le désir de résister à ce travail de sape. Pour éviter de citer une fois encore La Fontaine Selon que vous serez puissant ou misérable..., prenons cette dénonciation de l'impuissance de l'ancêtre de l'O.N.U. : « *La Société des Nations est très efficace quand les moineaux crient, mais plus du tout quand les aigles attaquent* »⁴.

Ces complaisances onusiennes envers la Chine ont quelques explications simples, financières et arithmétiques. Le budget annuel de fonctionnement des Nations unies s'élève à quelque 3,2 milliards de dollars – 2,68 milliards d'euros. Celui des opérations de paix, à 6,5 milliards de dollars – 5,44 milliards d'euros. Les États-Unis supportent respectivement 22% et 28% de ces deux budgets. Mais les réductions de contributions décidées par le président américain d'alors ont paralysé la trésorerie onusienne ; la crise de liquidité fut aggravée par la crise économique liée à la pandémie de Covid-19 qui a gêné le travail de l'O.N.U. dans toute la période.

Beijing a su en tirer avantage, en assumant sa contribution régulière qui correspond à 15,22% des finances de l'organisation. Il est depuis 2016 le deuxième contributeur aux opérations de paix avec huit mille hommes maintenus en état d'alerte. Il est aussi depuis 2019 devant le Japon, le deuxième contributeur au budget de fonctionnement. Le gouvernement chinois veut que ça se sache, comme le montre le communiqué diffusé après les paiements de 2021 : « *La Chine a rempli ses obligations financières intégralement, à temps et sans conditions conformément à la Charte des Nations Unies, ce qui démontre le rôle qu'elle joue en tant que grand pays responsable* ». Ce qui est évidemment une pique adressée aux États-Unis.

La Chine a encore développé son pouvoir d'influence en créant en 2016 le Peace and Development Fund ou U.N.P.D.F.. Ce Fonds d'affectation spéciale pour la paix et le développement travaille en coopération avec le Secrétariat des Nations unies pour la réalisation de projets innovants à long terme. L'une de ses

4. Les aigles d'aujourd'hui sont les deux superpuissances, qui s'empoignent pour la maîtrise du monde. La citation, horresco referens, est de Mussolini. Elle vaut aussi, soit dit en passant, pour les capitales européennes, disposées à crier contre Loukachenko, le dictateur de la petite Biélorussie, mais prêtes à transiger avec Poutine, le fournisseur de gaz et de pétrole, détenteur d'un armement redoutable.

deux branches est orientée vers le maintien de la paix et de la Sécurité. L'autre, vers le développement durable. Les ressources apportées par la Chine restent modestes : deux cents millions de dollars sur dix ans. Mais l'ensemble de ces efforts ciblés permettent à la Chine de demander et d'obtenir des postes de responsabilité au sein de l'Organisation.

Beijing dispose depuis quelques années d'un autre atout décisif : la possibilité de mobiliser sans trop de difficulté dans les instances internationales des majorités de circonstances qui se rangent à ses côtés dans les débats difficiles. Ses investissements extérieurs lui créent une clientèle d'États prêts à

le soutenir même sur les dossiers où on ne les attendait pas : des pays musulmans approuvent les mesures prises au Xinjiang ou à l'encontre de la minorité Hui pour réprimer la pratique de l'Islam ; des gouvernements s'opposent au principe d'une enquête indépendante sur l'émergence du virus au Hebei et parviennent à retarder tellement la mission qu'elle n'a plus de chances de trouver grand-chose. Au sein même de l'Union européenne, que paralyse la règle de l'unanimité, il se trouve des États membres bénéficiaires d'investissements chinois qui empêchent ou freinent les critiques ou modèrent les sanctions, tant sur le dossier de Hongkong que sur celui de la région autonome ouïghoure.

Fabrication du passé et légende du parti

La puissance n'assure pas à elle seule un pouvoir durable. Tout régime politique commence par se raconter de nouveau et par adapter son histoire. Les rectifications à introduire seront d'autant plus profondes que les nouvelles ambitions seront plus fortes. Le « rêve chinois » de Xi Jinping, son appel à « la renaissance de la nation chinoise », impliquent une révision du passé qui complète ou amplifie les remaniements des précédents hagiographes du parti, conformément aux lignes officielles. Pour glorifier l'État-Parti, il convient non seulement de chanter la gloire du Parti mais aussi et tout autant d'exalter les valeurs des régimes fondateurs et d'une nation ou d'un peuple supposés éternels.

Pour accréditer la thèse d'un pays centre du monde, porteur d'une culture sans égale et auquel échoit la première place, il faut occuper l'espace-temps. Il faut être aussi ancien que la culture égyptienne ou mésopotamienne - et si possible, plus vieux encore. Les historiens officiels et les archéologues se sont mis au travail dès la prise du pouvoir, mélangeant histoire et protohistoire, reprenant des légendes ou en fabriquant, fouillant de leur mieux les sites néolithiques pour étayer leurs thèses. La vérité officielle, destinée à enflammer la fierté nationale, c'est que le pays (l'État, l'État-Parti, le Parti) hérite, assume et prolonge cinq mille ans de culture ininterrompue. Ce qui sans doute est une performance à nulle autre pareille.

Mais ce consensus national, cette narration qui situe le Parti d'aujourd'hui dans une perspective plurimillénaire, ne colle pas avec les faits. Sans écriture, il n'y a pas d'histoire ; or les premiers écrits de langue chinoise remontent à la dynastie Shang, dont le fondateur serait mort au XVI^e siècle avant J.C., ce qui enlève un millénaire et demi aux prétentions du pouvoir. La dynastie Xia, par laquelle commence tout

manuel d'histoire, relève d'une époque mythique et fabuleuse, rêvée pour flatter l'orgueil national. Bien que son hypothétique existence se perde dans la nuit des temps, la mettre en doute contreviendrait assurément à la ligne du Parti, voire coûterait sa chaire à un universitaire qui s'obstinerait dans le scepticisme.

Si l'on réécrit l'histoire ancienne, il est plus nécessaire encore de remodeler l'histoire contemporaine et, particulièrement, l'aventure séculaire du Parti. Tout doit converger pour conforter à la fois la ligne du dernier Comité central et pour valoriser l'image que le régime veut donner de lui-même. Tout ce qui est gênant doit être gommé : les échecs, les dissensions comme les changements de ligne, et surtout les épisodes sanglants et les coups d'État. En usant beaucoup de la gomme, on garde l'image simpliste d'un parti unanime dans la définition de la voie juste ; la conviction s'impose dans de larges couches populaires chinoises que le système du parti unique l'emporte de loin sur les pseudo-démocraties occidentales, avec leurs inutiles chamailleries entre partis, leurs changements de gouvernement, leurs grèves et leurs élections aux résultats incertains. La vie politique sous un parti unique est tellement plus simple, tellement moins fatigante, comme le notait déjà avec humour Clemenceau : « Une dictature est un pays dans lequel on n'a pas besoin de passer toute une nuit devant son poste pour apprendre le résultat des élections ».

Mais l'image politique pacifiée qu'impose le Parti n'a pas grand-chose à voir avec l'histoire réelle. Faute d'alternance par consultation populaire, les conflits se développent quand même au sein du parti unique et prennent la forme de coups d'État ou d'évictions brutales opérées par l'armée ou par les services de Sécurité. Si l'on met de côté la période, trop

difficile à analyser, de guérillas antérieures à la prise du pouvoir, les soixante-dix ans écoulés – et jusqu'à la dernière décennie – n'ont rien d'un fleuve tranquille. On ignore beaucoup encore des conflits internes au P.C.C. depuis 1949 mais ce qu'on en connaît mérite un bref rappel.

• Au début de 1954, destitution de Gao Gang, ancien chef du Parti à Shenyang et dans la Chine du Nord-Est, dirigeant du Comité du Plan (1952), membre du Bureau politique, vice-président du gouvernement. Officiellement, il se serait suicidé en août 1954.

• Au printemps 1966, Mao Zedong, relégué au « second front » par l'appareil du Parti après l'échec du Bond en avant et la famine qui s'ensuivit, entreprend avec l'aide du ministre des Armées Lin Biao de reprendre les rênes du pouvoir. Des comités révolutionnaires se forment, qui se réclament de la Commune Paris ; ils intègrent des jeunes scolaires, de jeunes ouvriers et des militaires. Au bout de dix-huit mois tempétueux et d'affrontements multiples, ils se substituent aux autorités en place dans l'ensemble du pays. Malgré ses spécificités, on peut considérer la Révolution culturelle comme un coup d'État de masse et au grand jour.

• Le 13 septembre 1971, le maréchal Lin Biao désigné deux ans plus tôt comme « le plus proche compagnon d'armes » de Mao Zedong et donc comme son futur héritier politique, disparaît avec une partie de sa famille dans un accident d'avion survenu en Mongolie, du moins selon la version officielle répandue bien plus tard. Diverses versions circulent sur les circonstances du décès, avec l'hypothèse d'un complot contre Mao Zedong fomenté par le maréchal qui pouvait s'appuyer sur le gros de l'état-major des forces armées.

• Le 6 octobre 1976, quelques jours après la mort de Mao Zedong, le nouveau chef du Parti Hua Guofeng fait arrêter l'aile radicale du Bureau politique en même temps que sont réprimés dans tout le pays les millions de militants qui soutenaient la Révolution culturelle. Les radicaux du Bureau politique sont jugés en même temps que les principaux soutiens de Lin Biao et condamnés à mort. Ils meurent en détention ; Jiang Qing, épouse de Mao Zedong, se suicide.

• Le 4 juin 1989, Deng Xiaoping en sa qualité de président de la Commission militaire du Comité central du Parti, ordonne à l'armée d'écraser avec ses chars la masse des jeunes, étudiants et ouvriers, installés sur la place Tiananmen à Beijing. La répression s'étend en province aux nombreuses villes où la population s'était jointe au mouvement. Le secrétaire général du Parti Zhao Ziyang est destitué et placé en résidence surveillée jusqu'à sa mort. Sans l'intervention sanglante de l'armée, le régime aurait probablement été renversé ou aurait fait un pas vers sa démocratisation.

• En mars 2012, le Secrétaire du Parti de la grande ville de Chongqing, Bo Xilai, est démis de son poste, puis exclu du Comité central le mois suivant. Bo Xilai se réclamait d'un néo-maoïsme ; il avait lancé une campagne de propagande et les disques de chants rouges patriotiques surabondaient un peu partout dans les librairies Xinhua. Il avait placé de nombreuses statues de Mao dans sa circonscription alors qu'elles avaient été retirées après la campagne de rectification menée par Deng Xiaoping. Le 22 septembre 2013, Bo Xilai est condamné à la prison à vie, il perd ses droits politiques et ses biens sont saisis. En août de l'année précédente, son épouse Gu Kailai avait été condamnée à mort avec sursis pour le meurtre d'un consultant britannique.

• Le 5 décembre 2014, l'ancien membre permanent du Bureau politique et responsable de la Sécurité publique Zhou Yongkang, président d'une société qui possède les principales ressources pétrolières chinoises, est arrêté et condamné à la prison à vie. L'enquête à son sujet s'était ouverte en août 2013, quatre mois après l'accession de Xi Jinping à la tête de l'État et un mois avant la condamnation de Bo Xilai, dont on le disait proche. La lutte contre la corruption lancée par Xi Jinping (1,34 million de fonctionnaires destitués dans les quatre années de son premier mandat) a permis au chef du Parti d'écartier ou d'intimider un grand nombre d'opposants, avant de se faire nommer de facto président à vie en 2018.

Totalitarisme institutionnel

En matière politique, l'équation est assez simple : puisque le Parti se confond avec l'État, critiquer le Parti équivaut à contester l'État et à se placer en état de délinquance. En désapprouvant l'État, on l'affaiblit et par conséquent on sert les intérêts des ennemis de la nation chinoise ; il y a donc collusion, consciente ou non, avec des puissances étrangères. Ainsi tous les Hongkongais, habitués au franc-parler, sont depuis le premier juillet 2020 peu ou prou sous le coup de la Loi de Sécurité nationale s'ils continuent de publier ce qu'ils pensent et de rencontrer qui ils veulent.

La « renaissance de la Nation chinoise » doit s'accomplir dans l'ordre. En cas de conflit dans une entreprise, appeler à cesser le travail, c'est plutôt « semer la dissension et attiser les querelles ». Dans le débat d'idées, les concepts occidentaux sont mal venus. Il faut avant tout empêcher que se renouvelle pour la Chine la « catastrophe » que fut l'effondrement de l'Union soviétique : Poutine et Xi Jinping ont sur ce point des vues semblables.

Dès son arrivée au pouvoir, le président chinois a précisé en avril 2013 ses idées dans un mémorandum interne au Parti dit Document n°9, dont le contenu est parvenu à l'étranger dès le mois d'août 2013. Contrairement à ce qu'attendaient naïvement les analystes étrangers, il organise le combat contre le libéralisme. Le texte énumère les sept concepts dangereux pour le régime. D'abord la démocratie constitutionnelle à l'occidentale, ensuite les valeurs universelles des droits de l'Homme, la promotion de la société civile avec ses corps intermédiaires entre l'État et les individus, l'indépendance des médias et le refus d'un contrôle par le parti, le néo-libéralisme qui changerait les bases du système économique, les critiques nihilistes sur le passé du Parti et de la Chine, la remise en cause de la politique de réforme et d'ouverture et celle du socialisme à caractéristiques chinoises. « *Les forces en Occident hostiles à la Chine et les dissidents à l'intérieur du pays pénètrent constamment la sphère idéologique* » (Les adversaires du régime de parti unique) « *ont suscité des troubles en dévoilant la fortune des officiels ; ils*

utilisent l'internet pour combattre la corruption, le contrôle des médias et autres points sensibles pour créer du mécontentement envers le Parti et le gouvernement ».

Xi Jinping n'a cessé depuis de réaffirmer la ligne. Dans un discours du 24 août 2018, il rappelle qu'il ne faut en aucun cas copier les modèles et imiter les pratiques des pays étrangers. « *Pourquoi la Chine réussit-elle à maintenir une stabilité sur le long terme et à échapper au chaos ? La raison fondamentale, c'est que nous nous en tenons constamment à la direction du Parti communiste* ». Il faut rejeter l'idée d'un régime constitutionnel et celles de la séparation des pouvoirs et de l'indépendance de la justice.

Ainsi le régime sait qu'il ne tient que par le monolithisme de son appareil directeur. Il n'a pas d'autre choix que de prendre en main toute la vie sociale et à réduire au maximum l'espace de la vie privée par un réseau de surveillance collective qui n'a pas son pareil dans le monde. Il aimerait prendre la première place sur la scène internationale mais, en même temps, se méfie d'un monde extérieur cinq fois plus peuplé, dont il comprend mal la diversité et qui, globalement, rejette ses principes politiques. À l'intérieur même, faute de société civile active et d'élections libres, il ne connaît le peuple que par son réseau de renseignement et par un parti contraint à l'obéissance. Ce totalitarisme a ses limites et engendre forcément des inquiétudes, car « *on ne peut pas être sans crainte quand on inspire la crainte* » (Épicure).

Le raidissement actuel du régime, l'autorité absolue accordée au Parti et surtout à son chef amènent de nombreux analystes à souligner les similitudes de Xi Jinping avec le fondateur tutélaire du Parti et de la République populaire Mao Zedong. Mais ces ressemblances sont plus de forme (la primauté du Parti, la brutalité des moyens) que de fond. Brejnev n'était pas un héritier de Lénine ; Xi Jinping n'a pas grand-chose à voir avec Mao Zedong. Dans une large mesure même, ils en renvoient l'image inverse, celle des révolutionnaires d'une autre époque, porteurs d'une autre ambition.

Un parallèle Mao Zedong – Xi Jinping

On peut les opposer point par point. Bien entendu, chaque position de principes peut poursuivre aussi des objectifs tactiques ou opportunistes. Mais les déclarations des deux dirigeants sont si diamétralement opposées sur presque tout qu'elles reflètent nécessairement des conceptions incompatibles⁵.

1) Par son histoire personnelle, Mao appartient à l'époque des fondateurs, celle des militants dont la jeunesse fut enflammée par les utopies du XX^e siècle et par les prévisions de Marx d'une société sans classe avec l'annonce, en point final, du dépérissement de l'État.
Xi Jinping est au contraire le gestionnaire du dernier pays rallié au « socialisme réel » à l'issue de la deuxième guerre mondiale, pays rescapé de l'effondrement du « camp socialiste » survenu sans espoir de retour à partir de 1989.

2) Mao Zedong souhaitait une Chine en rupture avec des traditions qui expliquaient, pour partie, l'effacement international du pays au cours du XIX^e siècle. Se réclamant du mouvement étudiant de 1919, la révolution culturelle de 1966 voulait abattre les quatre vieilleries : les vieilles idées, la vieille culture, les vieilles coutumes, les vieilles habitudes.
Xi Jinping en revanche met en avant des millénaires de culture qui feraient de la Chine la plus centrale et la plus importante des civilisations de la planète.

3) Dans le même ordre d'idée, Mao Zedong récusait radicalement la philosophie de l'ordre établi qu'il attribuait à Confucius et en 1974 lança, à ce titre, une campagne nationale de critique dirigée contre ceux qu'il soupçonnait de vouloir mettre un terme à la révolution culturelle. Xi Jinping en revanche a choisi de nommer Instituts Confucius les établissements installés à l'étranger pour élargir l'influence de la culture et de la diplomatie chinoises.

4) L'écrivain préféré de Mao Zedong et

de ses partisans était l'essayiste acerbe, dérangeant et impertinent Lu Xun. Il a maintenant disparu des librairies, au motif improbable que sa lecture serait trop compliquée pour le petit peuple.

5) Mao Zedong s'inquiétait devant A. Malraux de la perte de dynamisme des nouvelles générations et de leur peu de combattivité. D'où le mouvement de 1966 dont un des objectifs était de former la *génération de la relève* ; d'où aussi le mot d'ordre de 1974 « *oser aller à contre-courant* ». Pour Xi Jinping, au contraire, la nation tout entière doit se rallier sans réserve derrière le parti et appliquer sans mot dire ses directives. La société civile n'a pas à intervenir.

6) Devant l'insuccès de la révolution culturelle et les réserves croissantes qu'elle suscitait, Mao Zedong affirmait non seulement qu'elle était pleinement justifiée mais encore qu'il faudrait en mener plusieurs autres à l'avenir. De Deng Xiaoping à Xi Jinping, ses successeurs au contraire fondent leur légitimité sur la garantie que de tels bouleversements dans la société et dans le parti ne surviendront plus jamais.

7) Pour Mao Zedong, l'adversaire principal, intérieur à la Chine, était la propension à donner la priorité à l'intérêt et au profit personnels sur l'intérêt général. Pour Xi Jinping, ce qui est le plus à redouter, ce sont les forces extérieures qui cherchent à saper le Parti et l'État chinois.

8) Mao Zedong avait réinscrit le droit de grève dans la Constitution. Ses successeurs l'ont définitivement supprimé.

9) Mao Zedong parlait de dictature du prolétariat, à la différence de Xi Jinping. Mais il lui donnait parfois – pas toujours – un contenu un peu libertaire, compatible avec le pluralisme comme ce fut le cas en début 1967, avec référence à la Commune de Paris, dans la composition des comités révolutionnaires supposés remplacer le Parti (alliance des âges ; alliance des activistes, des cadres communistes et

5. A l'approche du centenaire et dans la crainte de troubles, les autorités de Jining (Shandong) et de Shenzhen (Guangdong) ont placé en détention plusieurs opposants se réclamant de Mao Zedong, dès le mois de mai et sans informer les familles. Certains, âgés, ont passé plusieurs années en prison. Mais la plupart ont moins de trente ans. Ils défient le régime, critiquent les inégalités sociales et sont solidaires du mouvement de 1989. Le pouvoir avait annulé une conférence prévue pour le 16 mai, date de lancement de la révolution culturelle en 1966 par la circulaire dite du 16 mai. Une dizaine d'organisations à travers le pays avaient appelé sur l'internet à participer à cette réunion.

de l'armée ; alliance des ouvriers, des techniciens et des gestionnaires). Dans un article paru le 20 janvier 1941 au sujet d'un incident survenu dans l'Anhui, il demandait « la fin de la dictature du parti unique » et « l'instauration d'un gouvernement démocratique »⁶. En 1945, interrogé par des journalistes américains, il se disait favorable

à « un pluripartisme à l'américaine ». Cette dernière déclaration, certes, était peut-être une habileté du moment pour se faire bien voir des Américains qui avaient soutenu la lutte des maquisards contre le Japon ; mais en tout cas elle serait inimaginable dans la bouche de Xi Jinping.

Chine Taïwan, Etats-Unis sur le pied de guerre

Pour dresser un bilan, il faut disposer de faits avérés, vérifiés, vérifiables. Hélas, ce n'est que rarement le cas avec le P.C.C. qui contrôle et filtre les informations en tous domaines, qu'il s'agisse d'économie, de démographie, de Santé et de ses propres débats internes. Seuls les chiffres du commerce et des investissements extérieurs sont pleinement fiables, parce que vérifiables par l'étranger.

Il demeure cependant une triste certitude en cette période de centenaire, c'est que le détroit de Taïwan est devenu la zone de conflit la plus chaude du monde. La République populaire veut récupérer une île qu'elle n'a jamais administrée mais qui était dans la mouvance des empereurs ; les insulaires y sont en majorité installés depuis plusieurs siècles et l'idée de devoir se mettre au pas comme Hongkong en 2020 les horrifie et même leur semble impensable ; les États-Unis, historiquement liés au Guomindang débarqué dans l'île en 1949 après sa défaite devant les troupes communistes, ne veulent pas que cette artère principale du commerce international ainsi que l'immense espace de la Mer de Chine méridionale soient accaparés par la République populaire. Personne n'en veut démordre et chacun s'arme.

La rupture du statu quo ne peut venir que de Beijing car la situation présente convient aux deux autres parties. La Chine a la réputation d'être paisible bien qu'elle ait par trois fois affronté le Vietnam, officiellement son allié et deux fois l'Inde, son partenaire historique de la « coexistence pacifique ». Surtout la monstruosité que constitue la détention à vie d'un pouvoir personnel exercé sans contrainte sur plus d'un milliard d'hommes empêche toute prévision. « *Le pouvoir rend fou et le pouvoir absolu rend fou absolument* » (Lord Acton). Ne pas récupérer Taïwan ternirait la gloire de Xi Jinping et il n'est pas sûr du tout, sur sa lancée,

qu'il accepterait une perte de prestige. D'ailleurs il se trouverait probablement une majorité parmi les pays membres des Nations unies pour approuver cette « réunification » de la Chine par invasion.

Tout conflit asiatique de grande ampleur ébranlerait aussi l'Europe. On ne peut donc que s'étonner de l'inertie qui persiste au sein de l'Union européenne. Comme pour le réchauffement climatique, dont les méfaits semblent éloignés dans le temps, la catastrophe éloignée dans l'espace d'une déflagration asiatique n'éveille guère la vigilance et les réactions sont lentes et insuffisantes. Il semble qu'on se soit habitué à faire profil bas devant une Chine trop forte. Si l'on promet des sanctions, comme pour Hongkong, on s'assure qu'elles resteront sans importance ou bien on les retarde puis on les oublie. L'asymétrie défavorable est devenue quasiment la norme dans les relations avec la Chine et c'est particulièrement grave lorsque le partenaire est de loin le plus grand violeur des droits de l'Homme de la planète.

On pourrait rompre cette asymétrie par étape, d'une manière propédeutique, en s'appuyant sur le point fort de l'Europe : la circulation libre des idées et de l'information. Le droit à l'information est assurément un droit de l'Homme et il est reconnu comme tel – au moins verbalement – par quatre cinquièmes de l'humanité sur cinq, l'exception minoritaire étant la Chine. C'est pourquoi nous reprenons pour terminer la proposition de Reporters sans frontières sur l'exigence d'une égalité de traitement dans l'accès à l'information. La Chine refusera sans doute mais au moins on aurait rompu l'asymétrie et demandé ce qui est essentiel et légitime au lieu, comme trop souvent, de quémander ce qu'on sait que l'autre concédera sans se fâcher.

6. Les deux mots d'ordre ont été réutilisés en 2018 par les manifestants de Hongkong, sur deux bannières placées devant le bureau de Liaison de Beijing dans l'ancienne colonie britannique.

R.S.F. : Refuser l'assymétrie de l'information imposée par la Chine

Dans un communiqué daté du 27 avril, Reporters sans frontières demande, « face à la propagande des régimes autoritaires » et notamment la Chine, l'instauration d'un « mécanisme de réciprocité sur la base des principes universels ». Il s'agit là d'une première réaction au développement de la chaîne chinoise C.G.T.N. en France, où le Conseil supérieur de l'audiovisuel a considéré qu'il fallait accorder à cet organe de propagande les mêmes autorisations qu'à n'importe laquelle des chaînes satellitaires étrangères. Voici quelques attendus du communiqué :

L'asymétrie entre des pays démocratiques ouverts, à information libre, et des pays fermés, à information contrôlée, exportateurs de propagande, affaiblit le journalisme, et plus largement la fiabilité de l'information, qui suppose sa liberté, son indépendance et son pluralisme. Cette asymétrie de l'ouverture et de la fermeture donne aux dictatures un avantage concurrentiel sur les démocraties...

L'instauration d'un système de réciprocité basé sur les principes universels de la

liberté d'expression et d'information serait parfaitement légitime. Pour ne pas donner un avantage concurrentiel à la propagande, les pays démocratiques pourraient conditionner l'ouverture de leur espace public à l'ouverture des espaces informationnels des pays à régimes despotes. Ce "mécanisme de réciprocité sur la base des principes universels" ne viserait pas à renforcer les logiques de fermeture et de cloisonnement des espaces publics, mais au contraire à favoriser leur ouverture et le respect des principes universels...

L'accord global entre l'Union européenne (UE) et la Chine sur les investissements (AGI, Comprehensive Agreement on Investment, CAI) conclu fin 2020 et qui doit maintenant être ratifié par l'Union européenne et ses États membres est à cet égard parfaitement insuffisant et déséquilibré. Là où il permet à la Chine d'investir en Europe dans le secteur des médias, les annexes de l'accord restreignent toute possibilité pour les entreprises européennes d'investir dans le secteur de l'information, les médias audiovisuels ou les journaux. L'U.E. ne peut se satisfaire d'un tel déséquilibre...

Alain Bouc